

LA SCIENCE N'EST PAS UNE OMNISCIENCE

Pierre-Marie LLEDO



Dès la pandémie de la Covid-19 déclarée, les images montrant le président du conseil scientifique dédié à la Covid-19, flanqué du premier Ministre et de son Ministre de la Santé, se sont multipliées dans les médias. Ce triptyque avait pour objectif de vouloir projeter des informations rassurantes en montrant la place que tenait l'expertise scientifique au cœur des processus de décisions politiques. Quelques semaines plus tard, le gouvernement renouvelait cet exploit en constituant un autre Comité d'experts (comité CARE) chargé de superviser les recherches fondamentales et cliniques. Constitué de douze chercheurs et médecins, il est présidé par le prix Nobel et virologue Françoise Barré-Sinoussi et doit conseiller l'exécutif sur la gestion de l'épidémie.

Bien sûr, le recours massif aux experts en temps de crise n'est pas une nouveauté. Depuis des décennies, nos sociétés prétendent fonder la politique sur des preuves scientifiques¹ en multipliant la

1 Cette gestion de la crise sanitaire convoque la notion de « biopolitique » formulée par Michel Foucault qui voulait montrer comment les enjeux politiques se construisaient au travers d'une analyse fine des rapports entre savoir et pouvoir.

mise en place de comités d'experts, comme le GIEC par exemple. Mais à son insu, le scientifique devient l'otage d'une mise en scène et sa seule présence suffit à crédibiliser les choix du politique dans un contexte baignant d'inconnues. Pour autant qu'il se conçoive naturellement, ce tandem du politique et du scientifique n'est pas sans danger. Si la Science a toujours éclairé les décisions politiques depuis son avènement – que l'on se souvienne des liens privilégiés qu'entretenait Néron avec Sénèque –, cette association comporte aujourd'hui tant de biais qu'il convient de réinterroger la place de la Science et du savoir dans nos sociétés contemporaines.

La Science serait-elle résolument du côté de la correction, de la normalité, voire de la vérité² ? Est-il légitime de lui conférer un tel primat ? Incidemment, cette pandémie nous invite à penser la vie dans un contexte d'incertitude que la Science n'a certainement pas vocation à gommer, car, pour autant qu'elle progresse, son but n'est pas d'éliminer le risque. C'est ce risque aujourd'hui que nous devons réintégrer dans nos pratiques quotidiennes, sorte de philosophie de la vie, plutôt que de vouloir l'ignorer, le refouler. Bref, nous devons reconsidérer l'incertitude comme une valeur consubstantielle à la vie, puisque vivre avec le risque, c'est tout simplement accepter la vie. L'inverse serait un renoncement patent à vivre. Comme Nietzsche le rappelle, « ce n'est pas le doute qui rend fou, c'est la certitude ». Selon ce principe, dès lors que nous hypostasions la certitude, c'est le désenchantement, ou pire la folie collective, qui nous guette.

2 L'auteur de ces lignes reprend ici la définition de Saint Thomas d'Aquin qui définissait la Vérité comme l'adéquation de la pensée et des choses. Aujourd'hui encore, cette définition s'impose à nous dans le monde de la Science. Rappelons que la Science n'est qu'un mode d'accès au réel, parmi beaucoup d'autres, notamment les arts et la littérature, et que la vérité qui résulte de sa pratique ne révèle pas l'essence pure du monde, mais fournit une rigoureuse description du réel, qui reste dépendante d'un système de pensée humainement construit.

Science et politique : un tandem bancal

Si l'objet de la Science n'est pas d'éliminer l'incertitude, alors quel est son rôle ? Nous constatons la place croissante qu'elle occupe dans la sphère du politique, vis-à-vis surtout des arbitrages majeurs qui doivent être opérés. Depuis le début de la pandémie de la Covid-19, nous ne cessons d'entendre parler dans les médias de SARS-CoV-2, de R0, de tests PCR, de tests sérologiques, d'hydroxychloroquine... Le coronavirus place la Science à la une des journaux en

réduisant les actualités sportives et culturelles à néant, ou presque. Pour la première fois, la Science est convoquée sous diverses formes, et soumise à des pressions multiples. La qualité des décisions politiques qui sont prises dépend pour une bonne part de la qualité des échanges établis entre les politiques et les scientifiques. Or, au moment où la Science devient plus omniprésente dans la vie quotidienne, un

Les politiques affichent une ignorance plus ou moins grande de la démarche et de la méthode scientifiques. ”


double mouvement de distanciation s'opère. D'abord, la majorité des citoyens se désintéressent des enjeux de la Science. Ensuite, les politiques affichent une ignorance plus ou moins grande de la démarche et de la méthode scientifiques. Comment renforcer ce dialogue pour réconcilier la société avec la Science ?

Les hésitations nombreuses des dirigeants autour de la question du réchauffement climatique, des pesticides ou de l'écologie, montrent les limites de l'efficacité du binôme Science-Politique. L'ignorance culturelle des principes de base qui président au débat scientifique ne permet pas au politique de poser les bonnes questions aux experts, ou de comprendre leurs réponses. On se contente d'établir un tandem entre le scientifique et le politique qui se fait au détriment de l'un comme de l'autre, et donc de la société. L'élu demande aux experts des preuves certaines, une parole unique, alors qu'ils ne pourront fournir qu'un état de l'art « polyphonique », que le politique

ne peut aisément interpréter. Car l'expert ne peut, ni ne doit, dicter la décision elle-même.

En conséquence, les sondages ne cessent de rapporter la perte de confiance à l'égard des deux partenaires du tandem. Par volonté d'opposition, une défiance se manifeste même sous différentes formes de crédulité, comme les mouvements anti-vaccins, la croyance selon laquelle le nucléaire produirait du dioxyde de carbone, l'idée communément admise que les OGM constituent une menace pour notre santé, ou encore les mouvements ondrophobiques contre les compteurs Linky, alors que ceux-ci ne produisent aucune onde électromagnétique. Dans cette nouvelle ère qui s'ouvre

aux vérités dites « alternatives », où le réel n'est plus associé au « vrai » et à « l'objectif », la Science perd son statut d'antan. Cette période que d'aucuns qualifient de post-vérité n'est pas inédite. Elle poursuit la déconstruction entreprise initialement par les philosophes dits du « soupçon » – Nietzsche, Marx et Freud, pour ne citer que les plus connus.



Dans cette nouvelle ère qui s'ouvre aux vérités dites « alternatives », où le réel n'est plus associé au « vrai » et à « l'objectif », la Science perd son statut d'antan. ”

Pourtant, ces penseurs critiques n'abolissaient pas la distinction entre le vrai et le faux ; ils dénonçaient seulement le caractère absolu et illusoire de la vérité entendue comme norme universelle, thèse que reprendront des philosophes plus contemporains comme Hannah Arendt ou Bruno Latour. La notion de post-vérité, quant à elle, renvoie à une zone grise où l'on ne distingue plus la frontière qui sépare la vérité de l'illusion, de la contrevérité ou de la fiction, toutes ces valeurs ayant acquis ensemble le même statut.

Pour lutter contre la pandémie actuelle, et bien que ce relativisme de la vérité soit de plus en plus prégnant, les scientifiques se re-

trouvent au premier plan. Désemparés face à l'inconnu qui accompagne la propagation du virus³, les dirigeants de plusieurs nations ont convoqué les experts pour déjouer les pièges tendus par les bonimenteurs et autres marchands de simplicité dont les populistes se délectent. Ce faisant, dans un mélange des genres inédit, les scientifiques outrepassent parfois leurs prérogatives. Rappelons-nous le Professeur Delfraissy, président du conseil scientifique dédié à la Covid-19, qui déclarait : « Le confinement sera prolongé en cas de non-respect. » Par quel truchement de la démocratie le scientifique se trouve-t-il soudainement investi d'une responsabilité collective ? Cet abus d'autorité que souligne bien l'emploi de l'indicatif futur, relève d'un amalgame des rôles et montre combien le scientifique peut confondre son rôle avec celui du politique. À l'inverse, on se rappellera le Président Macron affirmant prendre la décision de maintenir le premier tour des élections municipales « avec l'autorisation du conseil scientifique ». De quel droit un conseil scientifique pourrait-il censurer les décisions d'un Président de la République élu démocratiquement ? Par quelle manœuvre subversive la Science peut-elle se placer au-dessus du peuple ?

Une crise sanitaire devenue une crise de confiance

Si le besoin du politique de faire appel à la Science semble s'accroître avec le temps, il semble non moins vrai que la parole scientifique soit en perte d'autorité aux yeux de l'opinion publique. Cette perte relève d'une ambiguïté dans le statut même de la Science. En effet, l'autorité de l'expert repose sur une vision idéale du fonctionnement de la Science, qui méconnaît les conditions concrètes de la production de la recherche et sa nécessité de recourir au « discours polyphonique ». En Science, il convient d'abord de commencer par douter, ce fameux doute cher à Montaigne ou à Descartes, pour confronter et discuter impitoyablement toutes les hypothèses et

.....
 3 Sars-CoV-2 est le nom officiel du nouveau coronavirus identifié le 9 janvier 2020 dans la ville de Wuhan, chef-lieu de la province du Hubei en Chine. C'est l'acronyme pour Severe acute respiratory syndrome coronavirus 2.

les résultats obtenus, afin d'obtenir quelque chance de parvenir à un consensus intellectuel. Cependant, si la connaissance scientifique transcende les frontières et les jeux de pouvoir, elle procède néanmoins de recherches qui ne sont pas indépendantes à l'égard des intérêts locaux, politiques, économiques, religieux...

Il est clair désormais, aux yeux de tous, que les chercheurs défendent eux aussi leurs intérêts et leurs valeurs, que ce soit la vérité, l'utilité, l'avancement des connaissances, ou leur carrière.

Ces intérêts sont parfois difficilement compatibles avec le devoir de scepticisme qui reste l'un des grands principes de l'*ethos* scientifique. Plusieurs controverses sur les méfaits du tabagisme, comme sur l'origine anthropique des désordres climatiques, ont révélé au grand public des manœuvres qui peuvent biaiser les résultats scientifiques. D'où la naissance d'un doute parfois justifié qui oblige les scientifiques à renforcer leurs règles éthiques avec déclarations d'intérêt, transparence sur les sources de financement, etc.

Il est clair désormais, aux yeux de tous, que les chercheurs défendent eux aussi leurs intérêts et leurs valeurs, que ce soit la vérité, l'utilité, l'avancement des connaissances, ou leur carrière. ”

origine anthropique des désordres climatiques, ont révélé au grand public des manœuvres qui peuvent biaiser les résultats scientifiques. D'où la naissance d'un doute parfois justifié qui oblige les scientifiques à renforcer leurs règles éthiques avec déclarations d'intérêt, transparence sur les sources de financement, etc.

L'autre facteur qui contribue au désenchantement envers la Science tient au fait que la majorité des citoyens considère la Science comme un répertoire de vérités absolues, d'affirmations irréfutables. Aussi, quand des scientifiques débattent, parfois de manière contradictoire, les citoyens deviennent-ils sceptiques sur leur statut, leur activité et leur rôle. Noyées dans un torrent d'informations, les données scientifiques se trouvent concurrencées par des "infox" et autres rumeurs nourries par les controverses scientifiques. Si la Science progresse par des débats contradictoires qui permettent, dans la confrontation de différentes hypothèses

et leur mise à l'épreuve méthodologique, de faire progresser la connaissance, les "influx" se nourrissent d'ignorance et d'affects. Réservés aux experts, les débats scientifiques ne sont souvent pas bien compris quand ils pénètrent la sphère publique. Or, quand le citoyen n'est pas en capacité de juger la complexité des enjeux, il se perd dès lors dans les conjectures qu'il ressent comme un charivari et finit par tirer lui-même ses propres conclusions⁴, selon un principe parcimonieux inspiré du Rasoir d'Ockham.

On ne pourra restaurer la confiance dans la Science qu'en expliquant l'origine, la nature, et les légitimités des controverses, et en distinguant clairement, dans la méthode, le temps nécessaire à l'expertise, celui indispensable aux scientifiques pour théoriser, et enfin celui de la décision à prendre par le politique ainsi éclairé. C'est à ce prix uniquement que le lien entre la Science et le Politique et, par ricochet, la société, sera renforcé. Dans *Le Savant et le Politique*, Max Weber avait en 1919 défini les termes de ce processus en trois temps, le nommant principe de « neutralité axiologique ». Un siècle plus tard, il faut adapter ce concept à une société dans laquelle le niveau d'expertise général a certes augmenté, mais aussi dans laquelle prévaut un certain relativisme à l'égard du réel. Bref, il faut renouer, en profondeur et à tous les niveaux, le dialogue entre Science et Société, du citoyen aux décideurs, et reconnecter la Science avec les citoyens, au travers de programmes de recherche participative, ouverts à tous, et d'un apprentissage à la recherche dès le plus jeune âge. Tout en garantissant l'indépendance et l'autonomie de la Science, il reste à construire ce lien qui fait aujourd'hui tant défaut entre Science et Société, en s'inspirant de formes de vie robustes fondées sur la symbiose mutualiste où chacune des parties bénéficie de la présence de l'autre. Si ce lien venait à rompre, un fossé entre savants et ignorants, grandissant à mesure des progrès de la Science, condamnerait « le profane » à vivre indéfiniment sous tutelle et dans

.....

4 Le partage antique entre Science et opinion (*doxa*) fonde une hiérarchie dans l'ordre de la connaissance : l'opinion est un savoir inférieur qui ne peut prétendre à la vérité. Mais chez les Anciens, cela n'implique pas une hiérarchie politique. C'est plutôt une division du travail qui devait s'établir dans la cité : aux uns le soin de la vérité, aux autres celui des affaires.

un contexte infantilisant, ce que l'on a parfois pu ressentir durant la période de confinement.

D'ailleurs l'opinion ne se laisse plus réduire au silence, ni à la passivité. Déjà, lors de l'épidémie du sida, des associations de malades sont parvenues à influencer sur les programmes de recherche et leur voix est désormais représentée dans différents cénacles. Des associations de patients, comme celles regroupant les myopathes ou des associations rassemblant des riverains qui subissent les rejets toxiques d'usines chimiques, ont contribué à ce que l'on peut appeler le dé-confinement progressif de la recherche. D'une manière générale, le mouvement de science citoyenne a réhabilité la figure de l'opinion publique éclairée comme garante de liberté, telle que le siècle des Lumières l'a inventée. L'idée de créer des forums de discussions, lancée par le philosophe Allemand de l'école de Francfort Jürgen Habermas⁵, s'est concrétisée sous diverses formes : conférences de consensus, cafés des sciences, focus groups, etc.

Construire des savoirs hybrides en situation d'incertitude

Les experts, sommés de « dire le vrai au pouvoir », selon la fonction qui leur est traditionnellement attribuée, se trouvent fort dépourvus quand ils ne savent presque rien sur la Covid-19. S'il est vrai que les méthodes de séquençage ont permis l'identification très rapide du virus par les Chinois, facilitant ainsi son identification grâce à la PCR, son comportement, les voies de transmission, les organes cibles du virus, la période de contagiosité, la durée de l'immunité et sa robustesse sont autant d'énigmes qui restent à résoudre. En se transmettant inexorablement de la Chine à l'Europe et au Moyen-Orient, puis à l'Amérique du Nord et du Sud, et bientôt à toute l'Afrique, ce coronavirus crée non seulement une crise mondiale, mais il transforme aussi le monde en un vaste laboratoire où toutes les tentatives sont permises.

5 De ce philosophe inspiré par la Théorie Critique on lira, sur le thème de Science et citoyenneté, *La Technique et la science comme « idéologie »*, Gallimard (1973, 1990).

Tous les pays cherchent à comprendre comment ce virus fonctionne, comment il se transmet, comment il serait possible de l'inactiver,

de contrôler sa propagation, de s'immuniser, de prévenir l'infection ou de se préparer à son retour probable, voire comment anticiper l'avènement d'autres virus émergents. Chaque pays, chaque région offre une cohorte de cas avec des paramètres variables (mesures de confinement, tests précoces, gestes barrières différents d'un Etat à l'autre) qui pourront permettre des comparaisons avec des groupes témoins. Dans ce processus mondial d'apprentissage du contrôle des virus et de l'épidémiologie, tous les humains infectés ou non, traités ou pas, vivants ou morts, deviennent de fait des objets d'expé-


Dans ce processus mondial d'apprentissage du contrôle des virus et de l'épidémiologie, tous les humains infectés ou non, traités ou pas, vivants ou morts, deviennent de fait des objets d'expériences, de tests ou d'essais cliniques, des données statistiques. ”

riences, de tests ou d'essais cliniques, des données statistiques. La quête du savoir se confond avec le gouvernement des populations par la biopolitique⁶.

Appelons de nos vœux la pratique d'une recherche citoyenne plus ouverte, plus collective. La Covid-19 pose de nombreux problèmes qu'il faudrait traiter collectivement, au fur et à mesure qu'ils apparaissent, avant qu'ils ne deviennent trop difficiles à résoudre. Cer-

6 Michel Foucault, à travers son concept de biopolitique, nous avait annoncé depuis les années soixante-dix ce qui, aujourd'hui, est une évidence : la « vie » et le « vivant » sont les enjeux des nouvelles luttes politiques et des nouvelles stratégies économiques, « quoi qu'il en coûte » pour paraphraser notre Président. Foucault avait fait la démonstration que l'« entrée de la vie dans l'histoire » correspond à l'essor du capitalisme : « L'homme pendant des millénaires est resté ce qu'il était pour Aristote : un animal vivant et, de plus, capable d'une existence politique ; l'homme moderne est un animal dans la politique duquel sa vie d'être vivant est en question. » Michel Foucault, *La volonté de savoir*, p. 188. Nous ne pouvons que constater la véracité de cette thèse au travers du brevetage du génome et le développement des machines intelligentes, des biotechnologies, et de la Covid-19 qui dessinent une nouvelle cartographie des biopouvoirs sur la planète.

tains sont connus. Ils concernent l'autonomie des personnes et les dispositifs de contrôle et de surveillance de la vie privée rendus possibles par les *big data*. D'autres, plus spécifiques, liés par exemple à la place des préoccupations sanitaires dans la société ou à la coordination des différentes manières de pratiquer la recherche, relèvent plus des Sciences sociales que des Sciences dites « dures ». N'est-ce pas là une des vertus des crises que de suggérer de nouvelles manières de vivre ensemble en transcendant les clivages ?



Il existe rarement un conseiller scientifique au Ministre chargé des affaires étrangères, alors que la relation entre Science et diplomatie semble évidente. ”

Notons aussi que si l'avis scientifique est important pour définir un code de vivre ensemble, il est plus important en période normale qu'en période de crise. Pourquoi ce déséquilibre entre une science presque trop présente en période de crise, et la quasi-absence de recours à un avis scientifique dans la construction de la décision publique au quo-

tidien ? Justice, transport, éducation, économie, etc. pourraient bénéficier de l'apport d'experts, alors que ce ne sont pas des ministères qui ont un rapport direct avec la Science. Par exemple, il existe rarement un conseiller scientifique au Ministre chargé des affaires étrangères, alors que la relation entre Science et diplomatie semble évidente. Lors de la crise de la Covid-19, les différents pays n'ont hélas pas semblé apprendre beaucoup les uns des autres ; la diplomatie scientifique aurait probablement été appropriée pour traiter une crise sanitaire sans frontières.

Quelles leçons tirer ?

La crise de la Covid-19 nous a rappelé que nous n'étions pas assez préparés à vivre ensemble et dans l'incertitude. Que ce soit dans le milieu éducatif ou familial, notre civilisation nous a inculqué le besoin de certitudes toujours plus nombreuses sur le futur, souvent illusoires, parfois frivoles lorsqu'il s'agit d'imaginer l'horizon 2025 avec ses voitures volantes. Pourtant, il faut admettre que l'essentiel de notre vie reste confronté à l'incertitude car n'oublions pas que le biotope humain se caractérise par l'incertitude. La propagation du coronavirus sur la planète nous rappelle que l'incertitude reste une composante inexpugnable de la condition humaine. Toutes les assurances sociales auxquelles nous pouvons souscrire dans nos sociétés ne suffiront pas à l'éradiquer. Nous essayons de nous entourer d'un maximum de garanties, nous brandissons le principe de précaution, mais vivre, c'est naviguer dans une mer d'incertitudes à travers des îlots et des archipels de certitudes auprès desquels nous pouvons nous ravitailler.

Puisse cette crise réveiller l'instinct de solidarité humaine, comme nous avons pu le constater ici ou là! Après avoir tous été confinés durant de longues semaines, de la Nouvelle-Zélande au Nigéria, nous devons prendre conscience que la seule façon d'affronter l'incertitude est d'accepter l'idée que nos destins d'humains sont liés. C'est le moment de réinventer un nouvel humanisme où l'humanité serait considérée comme une communauté de destin vivant sur un même rocher que, naguère, d'aucuns nommaient *Gaïa*.

